

L'Algérie envahie par les psychotropes

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5909 - Dimanche 4 juin 2023 - Prix : 10 DA

En attendant le nouveau CHU et la station de dessalement d'Iflissen

Plusieurs projets dégelés à Tizi Ouzou

Sécurisation des candidats et du personnel

Bac et BEM : la Protection civile met en place un dispositif spécial

Faut-il douter de la contre-offensive ?

Par Mohamed Habili

L'idée que l'Ukraine se prépare à une grande contre-offensive prévaut depuis tant de mois qu'il ne vient à l'esprit de personne de se dire et si en définitive elle n'aura pas lieu, ou alors sous une forme tellement différente qu'on aura d'abord du mal à la reconnaître. Le cas échéant ce ne serait d'ailleurs pas la première fois qu'on ne comprend pas vraiment ce qui d'une certaine façon se passe sous nos yeux. Ainsi en est-il de la fort longue bataille de Bakhmout, qui se termine seulement avec la victoire des Russes, à moins qu'il ne faille dire du seul groupe Wagner, dont on disait une chose un jour et son contraire le lendemain. Aucun analyste militaire ne peut se flatter d'avoir réussi à expliquer au profane où résidait son importance, si tant est qu'elle en eût une. Pourquoi les belligérants y ont-ils sacrifié des milliers des leurs alors qu'eux-mêmes, mais ils n'étaient pas seuls dans ce cas, n'arrêtaient pas de dire que la position qu'ils se disputaient avec autant d'acharnement, en fait n'avait pas grande importance, qu'elle était dénuée de tout intérêt stratégique ? Même aujourd'hui qu'elle est terminée, la partie qui l'a perdue continue de dire que tout combat n'y a cessé pour autant, pendant les unes des autres, dont aucune n'aura en soi de valeur stratégique.

Suite en page 3

Installation aujourd'hui d'un groupe de travail intersectoriel

Vers un bilan complet des actifs immobiliers non exploités

● AAPI / 2 318 projets d'investissement de plus de 7 milliards USD depuis novembre 2022



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé l'installation, aujourd'hui, d'un groupe de travail intersectoriel qui se chargera de dresser un bilan complet des actifs immobiliers non exploités relevant des entreprises publiques économiques.

«L'Espérance» pour célébrer la Journée de l'artiste



Ligue 2 (30^e et dernière journée) L'ES Ben Aknoun accède enfin en L1

Installation aujourd'hui d'un groupe de travail intersectoriel

Vers un bilan complet des actifs immobiliers non exploités

■ Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a annoncé l'installation, aujourd'hui, d'un groupe de travail intersectoriel qui se chargera de dresser un bilan complet des actifs immobiliers non exploités relevant des entreprises publiques économiques.

Par Louisa A. R.

L'annonce a été faite hier au siège de la Banque nationale de l'habitat à Alger, où le ministre a présidé l'ouverture des travaux de la journée d'étude sur «Le financement et l'accompagnement bancaire des projets d'investissement», en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, du représentant du Premier ministre, des représentants des deux chambres du Parlement et des directeurs de plusieurs entreprises publiques et banques.

S'exprimant à cette occasion, M. Faid a indiqué qu'«il présidera, dimanche (aujourd'hui, ndlr), l'installation de ce groupe de travail en vue de renforcer le portefeuille immobilier économique destiné à l'investissement».

Le portefeuille immobilier sera proposé par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) via la plateforme numérique de l'investisseur, a relevé le ministre.

Ainsi, M. Faid a évoqué les avantages et les nouveautés contenus dans le projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant des domaines

privés de l'Etat et destinés à la réalisation de projets d'investissement, notamment en termes d'aménagement du foncier économique avant son octroi, en sus des incitations fiscales prévues par la loi sur l'investissement, pour ne citer que l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation ou à l'acquisition des biens et services entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

Le ministre a appelé à la mise en place de mécanismes s'appuyant sur des études de faisabilité et des études en amont pour définir l'efficacité du financement bancaire et évaluer les opportunités d'investissement disponibles en vue de faire le point sur l'ensemble des facteurs financiers, économiques et commerciaux liés au projet avant de décider de son financement par la banque.

Les crédits à l'économie ont atteint dix mille milliards DA

Le volume des différents crédits accordés par les banques et établissements financiers dédiés au financement de l'économie nationale s'élève à pas moins de 10 000 milliards de dinars, a révélé le ministre des Finances, Laaziz Faid.

La majorité de cette somme, à savoir 70 %, a été destinée à l'investissement, a-t-il déclaré, lors d'une journée d'étude sur le financement et l'accompagnement bancaire des projets d'investissement, organisée par l'Agence algérienne de promotion des investissements.

Regrettant que le patronat n'adhère pas à une approche participative soutenant cette démarche, le ministre des Finances a appelé à une implication effective des organisations



PH/D. R.

patronales, afin de renforcer les liens de coopération continue entre les différents acteurs économiques.

Le ministre a rappelé que le gouvernement a mené, il y a deux ans, une série de réformes importantes dans le but d'améliorer le climat d'investissement, en commençant par amender la loi sur l'investissement.

Le ministre des Finances a indiqué que la Direction générale des Impôts s'occupe de la concrétisation des avantages fiscaux à travers ses représentants au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers. Il a précisé, à cet effet, la mise en place d'un système incitatif qui comprend un certain nombre d'avantages à caractère temporaire, notamment l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée lors de l'importation ou de l'acquisition de biens et de services.

Le ministre a expliqué que les nouvelles dispositions de la loi monétaire et bancaire permettront de renforcer les prérogatives du Comité bancaire afin qu'il soit la seule autorité de contrôle habilitée à statuer sur les infractions liées à l'exposition aux risques.

La numérisation des services a pour objectif de faciliter le financement des projets et à diversifier les sources de financement à travers la banque islamique et des banques classiques pour permettre aux porteurs de projets de choisir la formule qui leur convient, a-t-il poursuivi.

Selon lui, à travers le financement des projets d'investissement, les banques cherchent à contribuer au soutien de l'économie nationale et à la création de postes d'emploi, mais aussi à accompagner les entreprises qui exportent, notamment en Afrique.

Les crédits bancaires doivent

être accordés aux opérateurs contribuant au développement de la production nationale et à la création d'un marché producteur et non au consommateur seulement.

L'Etat a fixé parmi ses priorités la quête des sources de financement durables et génératrices de richesse, tout en restant sur sa position constante de ne pas avoir recours au financement extérieur et en œuvrant à maintenir les épargnes nationales comme source principale de financement de l'économie.

En matière fiscale, M. Faid a annoncé l'installation «dans quelques jours» du Conseil national de la fiscalité.

Organisée par l'AAPI en collaboration avec l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), la rencontre a été marquée par plusieurs interventions de cadres du secteur des Finances et de représentants d'organisations patronales.

L. A. R.

Investiture du président turc Recep Erdogan Goudjil à Ankara pour représenter le président de la République

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a pris part hier, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

M. Goudjil est arrivé hier à Ankara (Turquie), en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin de prendre part à la cérémonie d'investiture du président turc, Recep Tayyip Erdogan, précise la même source. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a chargé le président du Conseil de la nation de le représenter à la cérémonie d'investiture du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, suite à sa réélection pour un nouveau mandat, avait indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

H. N.

AAPI

2 318 projets d'investissement de plus de 7 milliards USD depuis novembre 2022

Le nombre des projets d'investissement enregistrés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) du 1^{er} novembre 2022 au 25 mai dernier s'est élevé à 2 318 projets d'une valeur de plus de 7 Mds USD, a indiqué, hier à Alger, le Directeur général de l'Agence, Omar Rekkache. Dans une allocution prononcée lors d'une journée d'étude sur «Le financement et l'accompagnement bancaire des projets d'investissement», M. Rekkache a fait savoir que sur les 2 318 projets enregistrés ces

sept derniers mois, 49 sont des projets d'investissement étranger (16 directs et 33 sous forme de partenariat). Le montant global déclaré de ces investissements s'élève à plus de 1 014 Mds DA, soit plus de 7 Mds USD, selon le DG de l'AAPI. L'autofinancement dans le cadre de ces projets atteint plus de 52 %, «ce qui nous permet de prétendre à une plus grande participation des banques au financement de l'investissement, notamment avec l'entrée en vigueur imminente de la loi relative aux procédures

d'octroi du foncier». Cette loi, a-t-il fait observer, permettra d'«accélérer l'investissement», ce qui exige «une plus grande adhésion des banques à l'opération, chose que nous avons ressentie auprès des responsables des banques». M. Rekkache a estimé, dans ce sens, que le financement de l'investissement était «une question vitale et décisive», insistant sur l'importance de poursuivre le processus de réforme du système bancaire afin de «mettre en place un système financier plus flexible, moderne et efficace,

et en mesure de mobiliser les fonds épargnés et de participer au développement des crédits bancaires, en sus de la création de nouveaux mécanismes de financement répondant aux besoins financiers des investisseurs à travers l'élargissement et la diversification des mécanismes de financement, des produits et des services financiers offerts». Le même responsable a plaidé pour «la réduction des coûts des crédits pour être plus attractifs à l'investissement».

Yanis H.

Malgré une lutte acharnée contre le trafic de drogue

L'Algérie envahie par les psychotropes

■ La consommation et les saisies de psychotropes ont atteint des proportions alarmantes ces dernières années. Les services de sécurité enchaînent les opérations de lutte contre les dealers de drogues et saisissent chaque jour des quantités de plus en plus élevées.

Par Thinhinane Kouichi

Si les opérations de saisies des psychotropes se multiplient dans plusieurs wilayas du pays et que les mesures de lutte

En attendant le nouveau CHU et la station de dessalement d'Ifissen
Plusieurs projets dégelés à Tizi Ouzou

La wilaya de Tizi Ouzou vient de connaître la levée du gel des projets d'achèvement du transport par téléphérique, le complexe mère-enfant, la zone industrielle Tizi Ghenif-Draa El Mizan et la réalisation des dernières stations du projet de télécabines. A ces projets relancés, vient s'ajouter l'engagement du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddadi, pris jeudi dernier à l'occasion de sa visite d'inspection dans la wilaya, de dégelé plusieurs opérations au profit de l'université Mouloud-Mammeri. En effet, selon le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Mohamed Kalalèche, le ministre s'est engagé, au terme d'une séance de travail, de dégelé les projets de «la nouvelle faculté de médecine, du plateau technique d'analyse physico-chimique, de la Plateforme

technologique, des 220 logements des enseignements à Tamda, de la relance des 20 laboratoires de recherches universitaires et l'équipement des cités universitaires à Oued Aissi et à Tamda». Néanmoins, des projets d'autres secteurs, notamment la Santé et les Ressources en eau, demeurent gelés malgré les appels incessants des élus locaux et nationaux aux côtés des populations et des professionnels de la santé. Il s'agit du deuxième CHU implanté au niveau de l'extension urbaine de la ville de Tizi Ouzou, non loin du stade de 50 000 places, dont les travaux s'approprient à être lancés avant de décider leur gel. La relance de la réalisation de cette infrastructure de santé est devenue une priorité à Tizi Ouzou pour venir à la rescousse du CHU Nedir-Mohamed qui ne peut plus répondre à la demande en matière de soins spécialisés et urgents. L'autre projet, très attendu dans la wilaya, est l'inscription en réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer d'Ifissen pour régler de manière définitive le problème d'eau d'une bonne partie du littoral de Tizi Ouzou, surtout en période estivale.

Hamid Messir

contre la commercialisation et la consommation des drogues sont de plus en plus draconiennes, les dealers ne baissent pas les bras et tentent quotidiennement de faire rentrer leurs marchandises en Algérie. Les consommateurs, de plus en plus nombreux, se soucient peu des méfaits des drogues ni des sanctions qu'ils encourent.

En effet, La loi 04/18 stipule qu'«est punie d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de 5 000 à 50 000 DA ou de l'une de ces 2 peines, toute personne qui, d'une manière illicite, consomme ou détient à un usage de consommation personnelle des stupéfiants ou des substances psychotropes». Cette année, le gouvernement a décidé de mener une lutte féroce contre les commerçants de ces produits qui menacent la sécurité nationale. Selon le ministre de la Justice, Abderrachid Tabi, «l'Etat, conscient du danger de ce fléau, a mobilisé tous les moyens pour lutter contre ce phénomène qui menace la sécurité nationale». Parmi ces mesures, «le renforcement de la protection des pharmaciens victimes des toxicomanes, l'alourdissement des peines et des sanctions et le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue au niveau des frontières». Malgré cela, le trafic des psychotropes et des drogues n'a jamais été aussi florissant.

Au mois de mai, l'Algérie a connu de multiples tentatives d'inondation par les psychotropes. A Tiarét, 21 750 comprimés ont été saisis, Oulad Djellal (29 000), Tlemcen (3 440), Skikda (5 400), Mascara (19 000), Bordj Bou Arréridj (9 000), Batna (15 000), El Oued (130 000), Biskra (33 000), Constantine (14 000) et enfin Laghouat (24 000), indiquent plusieurs communiqués. Par ailleurs, depuis le début du mois de juin, en trois jours seulement les services de la police judiciaire des différentes régions du pays ont saisi plusieurs centaines de comprimés psychotropes.

En effet, les éléments de la police judiciaire des sûretés de



Ph/D. R.

daira de El-Azzizia et Berrouaghia (Médéa) ont récemment démantelé deux groupes spécialisés dans le trafic de psychotropes, composés de vingt individus, et récupéré plus de 1 400 comprimés psychotropes, a-t-on appris le 1^{er} juin auprès de la sûreté de wilaya.

Le premier groupe de dix-sept personnes connues des services de police a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de El-Azzizia, au nord-est de Médéa, suite à des informations faisant état d'un trafic de psychotropes au niveau des quartiers de la ville d'El-Azzizia, a indiqué la même source. Les perquisitions opérées au niveau des domiciles de ces personnes et des caches qu'ils utilisaient dans ce trafic ont permis de récupérer une quantité de psychotropes, de cannabis et des armes blanches dont ces individus se servaient pour terroriser les citoyens, a-t-on ajouté. Trois autres personnes, membres d'un second groupe de trafiquants activant au niveau de la localité de Berrouaghia, au centre de Médéa, ont été appréhendées lors d'une deuxième opération menée par les éléments des brigades mobiles de la police judiciaire, a-t-on signalé. Par ailleurs, près de 51 900 comprimés psychotropes ont été saisis par les services de la police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya d'El Oued, a rapporté le 2 juin un

communiqué de presse de ce corps constitué. Cette opération a été menée suite à l'exploitation d'informations faisant état de mouvements suspects de trois personnes d'un réseau criminel activant dans la commercialisation de psychotropes au niveau de la commune du chef-lieu de wilaya et dans des communes limitrophes, selon la même source.

Un véhicule touristique, intercepté par la police au niveau du centre-ville d'El Oued, était chargé de 51 900 comprimés psychotropes, et trois individus ont été arrêtés et présentés devant les instances judiciaires compétentes après l'achèvement des procédures d'enquête, a-t-on conclu.

En outre, les éléments de la brigade de répression de la criminalité relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont saisi 41 250 comprimés psychotropes et démantelé un réseau national spécialisé dans le commerce de ces substances, composé de quatre personnes, a-t-on appris le 2 juin de ce corps constitué. Par ailleurs, les autorités douanières ont saisi des quantités importantes de comprimés hallucinogènes dans les wilayas de Biskra et de Ménéa, comme elles ont pu déjouer différentes opérations de contrebande dans les wilayas de Tamanrasset et d'Alger, a indiqué, hier, la Direction générale des douanes.

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

Faut-il douter de la contre-offensive ?

Suite de la page une

Qu'en réalité si elle s'en était retirée, c'était juste pour laisser à l'ennemi toute latitude de s'enfoncer dans la place, et qu'elle puisse alors l'y enfermer, transformant la ville détruite en une seule fosse pour lui. A croire que ce qui va suivre, ce n'est pas la fameuse contre-offensive, en préparation depuis des mois, Bakhmout servant d'intermédiaire dans l'attente de son déclenchement, mais une autre bataille sans intérêt stratégique, laquelle à son tour s'étendra sur des mois, avec peut-être même du côté russe non pas l'armée russe pour la mener mais une fois de plus le groupe Wagner. Après Bakhmout, en somme, une autre Bakhmout, autrement nommée, à moins bien sûr que les Ukrainiens ne se consolant pas d'elle en personne décident de la reprendre. Pour l'heure, bien des scénarios sont possibles. L'alternative est la suivante : ou la contre-offensive enfin ou Bakhmout à nouveau ? Mais si l'on veut que la bataille de Bakhmout ait un sens, alors force est d'admettre que c'est la contre-offensive dans l'idée ou l'illusion de laquelle tout le monde est entretenu depuis des mois qui n'en a pas, ou qui n'en a plus. Jusque-là quand on disait contre-offensive, on n'a même pas besoin d'ajouter le qualificatif d'ukrainienne, car elle ne pouvait être que telle. Mais s'il n'y a dorénavant que des batailles le long de la ligne du front, elles seront autant de Bakhmout. Dans le scénario d'une contre-offensive comme celle dont il est question depuis des mois, la guerre est perdue ou gagnée en un seul acte, dût ce dernier être à méandres. Mais dans celui opposé de plusieurs Bakhmout, l'Ukraine peut en perdre une et en gagner une ou même plusieurs. La contre-offensive est un fusil à un seul coup. Si elle est perdue, l'armée russe entrera soit dans Kiev soit dans Odessa, le scénario le plus probable étant toutefois Odessa, parce que ce qui intéresse la Russie par-dessus tout, c'est la maîtrise de la mer Noire. Pour l'heure, c'est-à-dire au lendemain de Bakhmout, on ne sait quel cours prendra la guerre, celui d'une grande contre-offensive, comme on a cru jusque-là, ou celui de batailles morcelées, indé

M. H.

Sécurisation des candidats et du personnel

Bac et BEM : la Protection civile met en place un dispositif spécial

Les autorités publiques sont en train de prendre toutes les mesures pour que le Bac et le BEM se déroulent dans les meilleures conditions. Hier, la Direction générale de la Protection civile a annoncé avoir mis en place un dispositif opérationnel composé de 18 550 agents d'intervention, tous grades confondus, dédié à la prévention et à la sécurisation des candidats et du personnel d'encadrement en prévision des examens du baccalauréat et du

Brevet d'enseignement moyen, session juin 2023, a indiqué un communiqué de la DGPC. Ce dispositif comprend également 995 engins d'incendie et 1 414 ambulances, a précisé la même source. Les services de la Protection civile ont aussi effectué des visites à tous les centres d'examen pour s'enquérir du respect des normes de sécurité sur les lieux. Faut-il rappeler que les épreuves du BEM se dérouleront du lundi 5 juin au mercredi 7 juin, alors que le baccalauréat est

prévu du dimanche 11 juin au jeudi 15 juin. Le Bac blanc s'est déroulé, par ailleurs, à partir du 14 mai dernier à travers le territoire national. Les élèves avaient été examinés selon le même emploi du temps et même horaires qu'aux épreuves officielles. Au début du mois dernier, le ministère de l'Education nationale a fait savoir dans un communiqué que tous les élèves scolarisés et les candidats libres concernés par les examens du BEM et du Bac session 2023,

pourront retirer leurs convocations à partir du 10 mai. Le ministère a également arrêté le calendrier de retrait des convocations en deux périodes : pour le BEM, du 10 mai au 7 juin 2023, et du 10 mai au 15 juin 2023 pour le Bac. L'opération d'élaboration des sujets des épreuves du baccalauréat a débuté lundi 8 mai dernier, avec la mise en quarantaine du staff en charge de l'élaboration et de l'impression des sujets.

Massi S.

Numérisation du secteur de la Justice

Près d'un million de casiers judiciaires retirés à distance en 2022

■ Près d'un million de casiers judiciaires n° 3 ont été retirés à distance en 2022, a indiqué le directeur de l'organisation et de la prospective à la Direction générale de la modernisation de la justice au ministère de la Justice, Mustapha Moudjadj.

Par Maya H.

Grâce à l'adoption du processus de numérisation, 1 805 431 casiers judiciaires ont été retirés l'an dernier au niveau national, et 45 815 autres casiers ont été remis aux membres de la communauté algérienne établie à l'étranger et aux étrangers ayant déjà séjourné en Algérie, et ce, au niveau des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, outre le retrait de plusieurs documents, à l'instar du certificat de nationalité, a fait savoir M. Moudjadj dans une déclaration à l'APS.

Chaque citoyen algérien est en droit de retirer une copie conforme du décret de naturalisation avec signature électronique, a-t-il ajouté.

Ces statistiques reflètent les

résultats de la transition numérique adoptée par le ministère de la Justice pour améliorer la qualité des services fournis au citoyen et conférer plus de transparence à la gestion des affaires judiciaires, à travers le recours aux technologies modernes et l'élimination progressive du support papier, a-t-il souligné.

S'agissant du service du guichet électronique national, M. Moudjadj a indiqué que ce service permet aux justiciables, à leurs avocats et mandants, de consulter à distance l'état d'avancement de leurs affaires et de retirer les copies des jugements et des décisions de justice auprès de toute autorité judiciaire à travers l'ensemble du territoire national, ajoutant que 381 012 accès au guichet ont été enregistrés, outre la délivrance de 81 549 jugements et décisions rendus par les autorités judiciaires, au cours de l'année écoulée.

Par ailleurs, un système automatisé de recouvrement des amendes et des frais de justice a été développé, ce qui a facilité le processus de recouvrement des amendes et des frais judiciaires prononcés, et ce, auprès de chaque juridiction sur tout le territoire national, a ajouté le même responsable.

Dans le même contexte, une plateforme numérique a été créée pour les avocats, leur permettant d'échanger les requêtes et les notes via Internet, dans les affaires civiles au niveau des cours de justice, où qu'ils soient, et de ne se présenter qu'aux deux séances de plaidoirie et de



prononcé du jugement.

Organisation de 40 666 procès par visioconférence dont 32 845 au niveau national

Le même responsable a révélé l'organisation de 40 666 procès par visioconférence, dont 32 845 procès au niveau national depuis les cours de justice et 7 815 procès à partir des tribunaux, outre six procès internationaux, en plus de l'organisation de 648 conférences et ateliers à distance. Il a souligné que es procès par visioconférence s'étaient avérés efficaces durant la pandémie de Covid-19, en facilitant le travail des autorités judiciaires pour prévenir la propagation de l'épidémie.

Et d'ajouter que le ministère

de la Justice avait mis en place le service Parquet électronique, qui permet aux citoyens de déposer leurs plaintes et requêtes via le portail électronique du site du ministère de la Justice. De plus, les personnes concernées sont informées de tout éventuel aboutissement et des mesures prises. L'année dernière, 2 720 plaintes ont été enregistrées via ce portail. Le secteur de la Justice, poursuit-il, vise à réaliser «l'indépendance technologique» à travers le développement de divers nouveaux systèmes informatiques, en s'appuyant sur les compétences locales au sein du secteur pour rationaliser les dépenses publiques.

Dans le but de garantir un accès immédiat à l'information pour les parties concernées, d'améliorer les procédures judiciaires et de renforcer l'efficacité des mécanismes de notification,

le ministère a adopté la technologie de la notification par SMS pour informer les citoyens et les avocats. Environ 2 858 143 SMS ont été recensés dans le cadre des différentes prestations du secteur, ainsi que près de 746 121 SMS au niveau des juridictions en 2022.

Par ailleurs et dans le cadre de la gestion des établissements pénitentiaires, M. Moudjadj a déclaré que plusieurs mécanismes avaient été mis en place, notamment le système de gestion et de suivi automatique des détenus, qui permet de suivre les dossiers des détenus et leur répartition, ainsi que la remise d'une carte spécifique à chaque détenu prisonnier. Ce système a été renforcé par un système biométrique pour vérifier l'identité des détenus à l'entrée et à la sortie provisoire et définitive.

M. H.

Selon l'Agence de presse syrienne

La Syrie salue les efforts de l'Algérie en matière de rassemblement des rangs arabes

LE MINISTRE syrien des Affaires étrangères et des Expatriés, Fayçal Miqdad, a salué le rôle de l'Algérie en matière de rassemblement des rangs arabes et les efforts qui ont été couronnés du retour de son pays à la Ligue arabe. Cette déclaration a été faite alors que le président syrien, Bachar Al-Assad, remettait à l'ambassadeur d'Algérie à Damas, Lahcen Touhami, la médaille de l'Ordre du mérite syrien, grade d'excellence, en reconnaissance de ses efforts pour le développement des relations algéro-syriennes, lors d'une cérémonie d'adieu organisée par le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés suite à la fin de sa mission en Syrie, a rapporté l'Agence de presse syrienne (SANA). A cette occasion, ajoute la même source, M. Miqdad a salué les développements survenus dans le monde arabe et leurs répercussions sur la promotion de l'action arabe commune et la coopération entre les pays arabes, au mieux des intérêts communs, mettant en évidence «le rôle nationaliste de l'Algérie et ses efforts pour le rassemblement des rangs arabes». Le chef de la diplomatie syrienne a également souligné la profondeur et la solidité des relations historiques entre la Syrie et l'Algérie et entre les deux peuples frères, ainsi que leur engagement commun en matière de lutte contre le terrorisme.

Yanis Gh.

Emigration clandestine

Les raisons de la baisse de la «harga» vers le sud de l'Europe

Le premier trimestre de l'année affiche une nette baisse de traversées clandestines par mer vers les côtes d'entrée en Europe, notamment le sud-est de la péninsule ibérique. Dans ce reportage, nous allons traiter surtout des raisons de cette remarquable baisse de la «harga» via la Méditerranéenne. Les raisons probables sont celles des tarifs proposés aux candidats à l'émigration clandestine qui sont l'équivalence du présumé rêve de l'autre vie, celle d'un monde meilleur. L'émigration clandestine traditionnelle à moindre coût, celle qui consiste à réunir des candidats pour cotiser entre eux leur passage a franchement baissé. Les traversées classiques ont diminué car devenues dangereuses, voire trop risquées. Le nombre de disparus en mer ces derniers temps est la preuve tangible de la

menace. Cette menace relève de la concurrence avérée des traversées rapides et sécurisées proposées à l'émigration clandestine par ce fameux mode de transport qu'est le «tropic». Des embarcations semi-rigides à double moteur hors bord très puissants permettent de débarquer les clandestins en moins de trois heures avec la probable sécurité d'atteindre l'objectif. Une concurrence des tarifs lesquels sont devenus inabordable pour les candidats sans revenus qui avaient l'habitude de faire le voyage collectif à moindre coût. La baisse s'explique aussi par la stratégie adoptée par les réseaux mafieux des passeurs clandestins. Celle-ci, selon des témoignages, consiste à menacer ceux qui n'empruntent pas le «tropic» comme moyen de passage... une menace redoutable car elle compromet des

vies humaines. Les réseaux mafieux ont même fait courir la rumeur terrifiante parlant de cachalots qui s'attaqueraient aux felouques au large de la Méditerranée mais celle-ci n'a pas eu un écho dissuasif. Pour mettre un terme à la concurrence des passages à petites embarcations, la menace est montée d'un cran et à même circuler entre les réseaux de passeurs locaux. Le danger de prendre la mer par un autre moyen que celui imposé par l'organisation internationale de passeurs est éminemment démotivant. Cela éclaire justement sur les raisons de cette baisse de clandestins vers les rivages sud de l'Espagne. Les autres raisons sont peut-être les changements opérés par les pouvoirs centraux algériens, la modification du paysage politique par des décisions prometteuses, le développement éco-

nomique et social et l'amélioration du cadre de vie des Algériens. Le quotidien «La información» rapporte que suite à la rupture, en mars 2022, du traité d'amitié avec le royaume espagnol, la majorité des médias ibériques avaient prédit une «avalanche d'embarcations de «harraga» algériens sur les côtes espagnoles et le CNI (Centre national d'intelligence) avait lancé le chiffre de 10 000 migrants» mais cela n'a été le cas. Car cette destination par voie maritime des candidats algériens à l'émigration illégale a chuté en fin 2022 de 36 % par rapport à la fin de l'année 2021, puisque cette même année 6001 sujets sans papiers ont été enregistrés, alors qu'à la fin 2022 le chiffre est descendu jusqu'à 2 170 sujets comptabilisés entre Almeria, Murcia, Formentera et Ibiza.

Lotfi Abdelfelmadjid

Exportation

Zitouni appelle les opérateurs à accéder à de nouveaux marchés africains à travers la Zlecaf

■ Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé, vendredi, les opérateurs économiques à se préparer à accéder à de nouveaux marchés africains en tirant profit des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).



Par Salem K.

«**D**ans le but d'encourager le commerce interafricain, notamment à travers la promotion de nos produits nationaux qui sont compétitifs et prometteurs, de manière à contribuer au soutien et au renforcement de la position de notre économie nationale sur le continent africain, les opérateurs écono-

miques algériens sont invités à se préparer à accéder à de nouveaux marchés du continent en profitant de la Zlecaf et de toutes les opportunités offertes à cet égard», a écrit M. Zitouni sur sa page Facebook. Le ministre a également souligné la contribution de son secteur à «l'accompagnement de tous les opérateurs, en vue de réaliser l'objectif souhaité et augmenter le volume de nos exportations».

M. Zitouni a, en outre, rappelé sa participation, la semaine en cours à Nairobi, aux travaux de la réunion ministérielle et à la session extraordinaire du Conseil des ministres du Commerce de la Zlecaf, consacrée au débat de certaines questions en suspens, liées aux négociations sur les règles d'origine concernant le secteur automobile, le textile et l'habillement.

S. K.

Dérivés de palmiers et de dattes

Une activité ancestrale en passe de devenir une filière économique à part entière

D'une simple pratique artisanale traditionnelle transmise à travers les générations, la production nationale des dérivés de palmiers et de dattes est en passe de devenir une filière économique à part entière. D'après Youssef Silabdi, directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Biskra, la filière nationale des dérivés de dattes, en tant qu'industrie artisanale, a émergé tout d'abord dans cette wilaya, eu égard à la vocation agricole de la région portée principalement sur la culture du palmier dattier. Par la suite, cette activité s'est étendue progressivement à toutes les régions du Sud et quelques villes du pays comme Blida, Sétif et Boumerdès.

«Les artisans versés dans la transformation des dattes ont pu développer ce savoir-faire hérité de leurs ancêtres en adaptant aux besoins du marché par l'introduction de nouvelles gammes de produits dérivés de dattes», a-t-il fait valoir, précisant que la transformation ne se limitait pas seulement aux produits alimentaires dérivés de dattes tels le sucre, la farine de datte ou la mélasse, mais concerne également d'autres produits issus du palmier dattier.

«Les déchets de cet arbre sont à 100 % recyclables», a-t-il souligné, citant, entre autres, son tronc utilisé pour la production du bois et du contreplaqué, ses jeunes feuilles pour la confection

d'articles de vannerie et ses fibres qui servent à la fabrication d'articles de corderie.

«La filière s'est également distinguée par la transformation des noyaux de datte pour la production d'une variété de produits de soins et d'hygiène corporelle, de fertilisants naturels et d'aliment de bétail», a-t-il énuméré.

Dans l'objectif de booster cette activité émergente dans la wilaya, la Chambre a adopté, depuis 2009, le Système productif local (SPL) des dérivés de palmiers et de dattes.

«Ce système, initié par le ministère de la Tourisme et de l'Artisanat, a encouragé l'intégration des artisans de la filière dans le circuit formel à travers leur inscription au registre de l'artisanat et des métiers», a-t-il fait valoir, précisant que le nombre d'artisans activant dans la production des dérivés de dattes et le recyclage des déchets du palmier dattier ayant intégré la CAM-Biskra dépasserait largement les 300.

Dans le cadre du SPL, les artisans adhérents à ce système bénéficient de plusieurs programmes de formation leur permettant d'améliorer leurs compétences entrepreneuriales.

«Les programmes de formation s'articulent notamment sur la gestion, le marketing, la conception, l'emballage, l'étiquetage et le conditionnement des produits», a-t-il expliqué. En outre, la CAM-Biskra incite les artisans à

déposer leurs marques auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (Inapi). «Cette démarche si importante leur permet de protéger leurs produits contre le piratage et la contrefaçon», a-t-il dit.

Consacrer la culture du recyclage et promouvoir les exportations

Pour sa part, Abdelmadjid Khobzi, industriel spécialisé dans la production des dérivés de dattes et membre de l'Association nationale des exportateurs algériens, a mis en avant le rôle de cette filière émergente dans le développement de l'économie circulaire, le développement local et la promotion des exportations hors hydrocarbures. Sur ce point, il a affiché l'ambition de son entreprise de pénétrer le marché international des produits bio, notamment à travers la commercialisation du sucre de dattes.

«Nos capacités de production en sucre de dattes dépassent largement les 300 tonnes par an, dont une grande partie pourrait être exportable vers les pays intéressés par notre produit», a-t-il déclaré, citant le Canada, pays vers lequel des quantités appréciables ont été acheminées en 2017, et éventuellement les pays du Golfe et les pays asiatiques qui ont exprimé leur demande en ce produit bio.

Comme l'explique M. Khobzi,

le sucre de dattes est produit à partir de variétés de faible valeur marchande, à savoir des dattes de quatrième et cinquième choix.

Lancée à Biskra en 2017, l'usine vient de reprendre sa production de sucre après l'avoir suspendue provisoirement durant la pandémie de Covid-19 pour se consacrer à la production de l'éthanol et du gel hydro alcoolique afin de répondre au besoin pressant du marché national durant cette.

Il a précisé que l'éthanol (alcool éthylique), produit par l'usine, est extrait de dattes pourries ou avariées qui constituent une matière première bio pour la production de gel désinfectant et d'alcool chirurgical. La capacité actuelle de la production de l'éthanol avoisine les 3 000 litres par jour, a-t-il indiqué.

M. Khobzi a relevé le problème de commercialisation de l'éthanol sur le marché local : «Nous sommes autorisés à le produire en tant que matière première pour la production de gel hydro-alcoolique ou d'alcool chirurgical, mais sa vente en tant que matière brute est soumise à des conditions draconiennes».

Il plaide pour des mesures «plus souples» qui devraient permettre à l'Algérie de réduire sa facture d'importations en ce produit indispensable à la production d'alcool chirurgical et de gel hydro-alcoolique.

Outre le sucre de dattes,

l'éthanol et l'alcool chirurgical, l'usine produit également l'alimentation de bétail, les engrais bio, le charbon actif à partir des déchets de dattes et une série de produits de soins et d'hygiène corporelle à base d'huile extraite du noyau de dattes.

S. K.

Pharmaceutique /coopération Ali Aoun à Dakar pour participer aux travaux de la 22^e édition du FPI

Le ministre de l'industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a entamé vendredi une visite de travail à Dakar (Sénégal) pour participer aux travaux de la 22^e édition du Forum pharmaceutique international (FPI), a indiqué un communiqué du ministère. Les organisateurs ont choisi comme thème de cette édition «La souveraineté pharmaceutique africaine: défis et perspectives», ajoute la même source.

Cette visite s'inscrit «dans le cadre du renforcement du partenariat et de la coopération bilatérale algéro-sénégalaise et de la promotion de l'exportation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux», conclut le communiqué.

R. E.

Produits alimentaires

Repli des prix mondiaux

Les prix mondiaux des produits alimentaires se sont repliés au mois de mai, sous l'effet d'une «importante» baisse de prix des céréales et des huiles végétales, a indiqué, vendredi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice FAO des prix des denrées alimentaires, qui suit la

variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a reculé de 2,6 % par rapport au mois d'avril.

L'indice FAO des prix des céréales a diminué de 4,8 % sur un mois, entraîné par le maïs dont le prix chute d'environ 10 %, «en raison de perspectives de production favorables et d'une demande d'importation

atone».

Les prix du blé, dont les réserves sont également abondantes, se sont repliés de 3,5 %, du fait notamment du renouvellement du corridor maritime céréalière ukrainien mi-mai pour une durée de deux mois.

Les huiles végétales reculent encore plus fortement, chutant de 8,7 % sur un mois, et tom-

bant très largement sous leur niveau d'il y a un an, en mai 2022 (-48 %). La récolte de soja «exceptionnelle» au Brésil, l'offre abondante de colza et de tournesol et l'augmentation de la production d'huile de palme, qui s'exporte difficilement, ont nettement pesé sur les prix. L'indice FAO des prix du sucre, en revanche, progresse de 5,5 %

en mai et enregistre sa quatrième hausse mensuelle consécutive. Il s'établit largement au-dessus de son niveau d'il y a un an (+31 %).

Les disponibilités mondiales de sucre se «resserrent», note la FAO, tandis que l'impact du phénomène climatique El Niño sur les récoltes la saison prochaine inquiète.

M. B.

Ouargla/Hadj 2023/1444 h

Départ du premier contingent de pèlerins du sud-est vers les lieux saints de l'Islam

■ Le premier contingent de pèlerins des wilayas du sud-est du pays s'est envolé ce vendredi dans la soirée de l'aéroport d'Ain El-Beida (Ouargla) vers les lieux saints de l'Islam en Arabie saoudite, au titre de la saison Hadj 2023/1444h, a-t-on constaté.

Par Ammar T.

Composé de 300 pèlerins issus de plusieurs wilayas du sud-est du pays, ce premier groupe a été embarqué à bord d'un appareil de la compagnie nationale «Air Algérie».

La cérémonie de départ de ce premier groupe de hadjis s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya.

Des facilitations ont été mises en place par les services de la police aux frontières (PAF) et les douanes de Ouargla au profit des futurs hadjis, pour l'accomplissement des procédures et formalités administratives nécessaires.

Des agents de la Protection

civile, des volontaires du Croissant-Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA) ainsi que des associations caritatives ont été également mobilisés pour assurer le déroulement de cette opération dans de bonnes conditions.

Treize vols sont programmés par la compagnie nationale «Air Algérie» depuis l'aéroport d'Ain El-Beida' (Ouargla) pour le transport des groupes de hadjis des wilayas de Ouargla, Ghardaïa, Tamanrasset, Illizi, El Oued, Djinet, Touggourt, El Ménéâ, El-Meghaïer et In Salah vers les lieux saints de l'Islam pour l'accomplissement du rituel du Hadj, selon la direction régionale d'Air Algérie. Les vols de départ des pèlerins seront effectués durant la période allant du 2 au 16 du mois courant pour transporter quelque 3 900 pèlerins, avec une moyenne de 290 passagers par vol vers Médine et Djeddah, alors que les vols du retour sont prévus vers l'aéroport d'Ain El Beida de Ouargla durant la période allant du 7 au 22 juillet prochain, a-t-on ajouté.

Trois agences de tourisme et de voyages privées ont été agréées pour l'accompagnement et la prise en charge des pèlerins de Ouargla, a-t-on signalé.

Consul général d'Algérie à Djeddah : tous les moyens mobilisés pour assurer l'organisation et l'accom-



pagnement nécessaires aux hadjis algériens

Le Consul général d'Algérie à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite), Mohamed Alem, a affirmé, vendredi, que tous les moyens ont été mobilisés pour assurer l'organisation et l'accompagnement nécessaires aux hadjis algériens pour effectuer les rituels du Hadj pour l'année 1444 de l'hégire/2023 dans les meilleures conditions.

Lors d'une audience accordée au chef du centre de la mission algérienne à Médine, Zouheir Boudraâ, et aux membres de la Mission, M. Alem a assuré que

tous les moyens ont été mobilisés pour la réussite de la saison du Hadj 1444 de l'hégire/2023 à travers l'encadrement et l'accompagnement nécessaires des hadjis algériens, d'autant plus que leur nombre a dépassé cette année 40 000 hadjis.

Les hadjis se sont félicités des conditions d'organisation du Hadj cette année en matière de transport et d'accompagnement à tous les niveaux par les membres de la Mission. De nombreux hadjis ont fait part de leur bonheur et joie d'accomplir les rituels après plusieurs années d'attente.

Le deuxième vol, en provenan-

ce de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger, est arrivé aux premières heures de vendredi, alors que les vols se poursuivent en provenance de différents aéroports du pays vers Médine et Djeddah au cours des prochains jours.

Les membres de la Mission algérienne du Hadj à Médine travaillent dans un cadre coordonné en vue d'aplanir les problèmes conjoncturels qui peuvent survenir, qu'ils soient liés à l'organisation, au transport ou à l'orientation, en vue d'assurer les meilleures conditions pour les hadjis.

A. T

Khenchela Un an de prison ferme contre un vendeur d'oreillettes Bluetooth «invisibles»

Le tribunal de Khenchela a condamné à une année de prison ferme une personne interpellée en train de vendre des oreillettes Bluetooth «invisibles» en vue de leur utilisation pour la fraude lors des examens de fin d'année scolaire, tandis qu'une autre personne a été placée en détention en attendant son procès pour la même inculpation, a indiqué, jeudi, un communiqué du procureur de la République près ce tribunal.

Le communiqué a précisé qu'«en vertu de l'article 11 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Khenchela informe l'opinion publique que dans le cadre de la vigilance en vue d'assurer le bon déroulement des examens officiels qui débuteront la semaine prochaine, deux affaires ont été inscrites à l'encontre de Dh. Ch. et Ch. T. pour vente d'oreillettes Bluetooth invisibles sur les réseaux sociaux en vue de leur utilisation pour la fraude».

«Au terme de l'enquête préliminaire, les deux suspects ont été présentés le 1^{er} juin 2023 devant le parquet près le tribunal de Khenchela et poursuivis par procédure de comparution immédiate», lit-on dans le communiqué.

Dans la même journée, l'accusé Dh. Ch. a été condamné à une année de prison ferme avec mandat de dépôt, tandis que le procès de l'accusé Ch. T. a été reporté au 6 juin 2023 avec également mandat de dépôt séance tenante, est-il indiqué. **Mahi Y.**

Mostaganem

La CNAS sensibilise contre les dangers de la drogue

Le mercredi 31 mai 2023 l'Agence de la Caisse nationale des assurés sociaux (Cnas) de Mostaganem s'est mobilisée pour mettre à nu les dangers générés par le fléau de la drogue dans la wilaya. Réda Ouagouag, directeur de l'Agence de la wilaya, accompagné de son staff médical, du directeur de l'emploi venu représenter le wali, le représentant de la DSP, les spécialistes du Centre intermédiaire des soins d'addiction (CISA) ainsi que le chargé de communication de la Sûreté de la wilaya, le Cdt Belkacem Bachir, se sont reliés pour donner des éclairages sur ce fléau social. M.Ouagouag ainsi que Abderraouf Louchahi ont affirmé que ces opérations de sensibilisation sur la prévention du fléau de la drogue et de ses effets négatifs sont inscrites dans le programme du ministère

du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la sécurité sociale. Les deux responsables ont rappelé que la campagne de sensibilisation constituait également une occasion pour ouvrir le dialogue avec les différents professionnels de la santé, notamment les médecins et les pharmaciens, mais également avec le mouvement associatif, consolidant ainsi la coordination entre tous les partenaires pour protéger la société de ce dangereux fléau. A travers les interventions, un effroyable état des lieux a été retracé de la part des spécialistes qui sont engagés d'une manière acharnée dans cet enfer qui est la lutte contre la drogue. Le D' A. Mehdi, médecin responsable du CISA de Mostaganem s'est exprimé sur l'addictologie et ses conséquences sur les sujets qui ont

franchi le pas pour se faire soigner. La thérapeute a rapporté des bilans de fréquentation du Centre qui sont en augmentation. Ces consultations en hausse touchent les usagers de drogue dure et de psychotropes qui sont en majorité demandeurs de traitement. Elle ajoutera qu'au CISA il est observé un changement par des nouveaux symptômes détectés comme conséquence de nouveaux stupéfiants. Elle expliquera que la prise en charge est multidisciplinaire car l'accompagnement pour la réduction des risques par la prévention en addictologie est recommandé comme bonne pratique. La thérapie de rechute, selon elle, est aussi un axe non négligé par les services dans le cadre du suivi des sujets.

L'officier chargé de communication de la police a mis en exergue l'implacable lutte

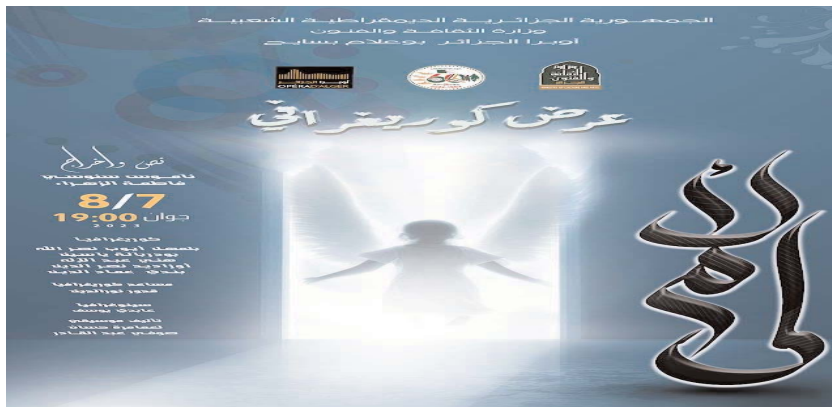
contre la drogue menée depuis toujours par ce corps constitué. Il avancera des chiffres sinistrement dramatiques en les faisant parler. Il a mis en avant le bilan de l'année écoulée, où 3 633 affaires liées à la drogue ont été traitées avec une implication de 3 990 individus inculpés, soit 38,2 % des affaires criminelles résolues. Des femmes et des mineurs même en pourcentage réduit expliquent l'ampleur de la tragédie, dira l'officier. Ce travail de sensibilisation doit être généralisé à tous les niveaux, élargissant le front de la lutte pour réduire la consommation de ce poison qui n'arrête pas de disloquer la communauté. La Cnas n'est qu'un maillon de la chaîne et les autres maillons doivent aussi éveiller les consciences par la constance de la sensibilisation.

Lotfi Abdelmadjid

Opéra d'Alger

«L'Espérance» pour célébrer la Journée de l'artiste

■ La célébration de la Journée nationale de l'artiste ne passe pas inaperçue à Alger. L'Opéra d'Alger a annoncé le programme artistique concocté à cette occasion.



Par Abla Selles

C'est avec un spectacle chorégraphique que l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih a décidé de célébrer la Journée nationale de l'artiste, qui coïncide avec le huit juin de chaque année. Ce spectacle, qui s'inscrit aussi dans le cadre du 60^e anniversaire de l'indépendance, est organisé sous le

thème «L'espérance». Il s'agit d'une nouvelle production de l'Opéra d'Alger. Prévu pour le sept et huit du mois de juin courant, «L'espérance» est un message de partage et d'union entre plusieurs franges de la société, un spectacle riche en expérience intérieure, initié par des jeunes pour l'amour et l'identité de notre patrie, pour un pays uni et riche de ses potentiels en s'appuyant sur le génie

de son peuple et les aspirations des générations montantes», expliquent les organisateurs. «L'espérance» est le fruit d'une formation de longue haleine que de jeunes artistes du ballet ont suivi qui prennent aujourd'hui l'initiative de réaliser une œuvre d'art porteuse de beaux coups d'espoirs et d'aspirations. Le public est invité à un spectacle artistique et chorégraphique contemporain, écrit et

mis en scène par Fatima -Zahra Namous Senouci. Quant aux chorégraphies, elles seront assurées par les artistes de l'Opéra de Bali, Belmehal Ayoub Nasrallah, Bouderbala Yacine, Bendi Abdallah Emad El-Din, Hani Abdel-Ilah, Ouzadid Nasr-Eddine. Il est à noter que l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih participe à la dynamique culturelle du pays avec des spectacles de haut niveau mettant en valeur la richesse et l'authenticité du patrimoine national algérien. Cet établissement artistique qui s'ouvre sur toutes les cultures ouvre ses portes au large public en proposant des prestations répondant aux différents genres.

Des spectacles de musique et de danse représentant toutes les régions et différents pays ont déjà été présentés sur la scène de cet établissement culturel. De grands créateurs et artistes algériens de renommée internationale ont enchanté le public de l'Opéra d'Alger depuis sa création avec des œuvres artistiques de haute facture.

A. S.

Dans «Tayara Safra» de Hadjer Sebata **Souhila Mallem** revient au cinéma

Connue pour ses nombreux rôles en «drama», mais aussi en comédie, l'actrice algérienne Souhila Mallem revient au cinéma. Notamment grâce au film «Tayara Safra» (L'avion jaune), dont le tournage a débuté samedi dernier au niveau du siège de la Société nationale des transports ferroviaires. Le film, qui ne dépasse pas les 30 minutes, revient, dans un décor des années 50, sur l'histoire d'une jeune femme algérienne qui a perdu son frère, notamment entre 1956 et 1957, et qui veut se venger. «Tayara Safra» s'inspire de faits réels gravés dans l'histoire de l'Algérie. Mais aussi dans les mémoires de nos aînés. D'ailleurs, le nom de ce film fait référence à L'avion Morane-Saulnier MS-733 «Alcyon», de couleur jaune, métamorphosé en machine de guerre et qui compte en son actif des milliers de morts et de blessés pendant la guerre d'Algérie. Ce court-métrage réalisé par Hadjer Sebata, dont le scénario est écrit par Karim Khedim, compte en son casting une belle portion d'acteurs et de comédiens. Notamment, Sid Ahmed Agoumi, Nasreddine Djoudi et Nouara Berrah, connue dans le rôle d'Oum Lkhir dans le feuilleton «Bent Leblad». Ce cast compte également l'Algérienne, élue récemment par les internautes comme la meilleure du Maghreb, Souhila Mallem.

R. C.

PUBLICITE



Turquie

Erdogan s'engage dans son nouveau mandat de cinq ans

■ Recep Tayyip Erdogan, reconduit dimanche à la tête de la Turquie, prêtait serment, hier à Ankara, pour un nouveau mandat de cinq ans et annoncera la composition de son gouvernement dans la foulée.

Par Rosa C.

Le chef de l'État, réélu le 28 mai avec 52 % des voix, a prêté serment à 15h00 (12h00 GMT) – et non 14h00 comme annoncé initialement.

Outre une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement, selon la presse pro-gouvernementale, la présence du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, confirmée par l'Alliance, jettera un éclairage particulier sur les festivités.

La Turquie, qui maintient son veto à l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique depuis treize mois, se fait courtiser pour accepter de le lever d'ici – ou lors – du sommet de l'Organisation à Vilnius en juillet.

«Message limpide à nos amis suédois ! Respectez vos engagements (...) et prenez des mesures concrètes dans la lutte contre le terrorisme. Le reste suivra», a

tweeté jeudi soir l'actuel ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu.

Malgré une Constitution amendée et une nouvelle loi contre le terrorisme, Ankara reproche toujours à la Suède d'abriter des réfugiés kurdes qu'elle qualifie de «terroristes».

Stockholm a d'ailleurs autorisé une manifestation demain sur le thème «Non à l'Otan, pas de loi Erdogan en Suède», organisée notamment par des associations de soutien aux groupes armés kurdes en Syrie.

Autre dossier brûlant, la liste des ministres qui sera annoncée dans la soirée, après les festivités, doit donner une idée des orientations retenues par le chef de l'État pour redresser l'économie en crise.

Pour cette tâche ardue, le nom d'un expert reconnu, Mehmet Simsek, circule avec insistance depuis plusieurs



PH. > D. R.

jours.

Ancien ministre des Finances (2009-2015) puis vice-Premier ministre chargé de l'Économie (jusqu'en 2018), M. Simsek, 56 ans, ancien économiste à la banque américaine Merrill Lynch, serait chargé de rétablir un peu d'orthodoxie afin de ramener la confiance des investisseurs.

Outre une inflation à plus de 40 %, encouragée par la baisse régulière des taux d'intérêt, la monnaie nationale était en chute libre à plus de 20,88 livres turques pour un dollar vendredi (22,5 pour un euro) malgré des milliards de dollars engloutis durant la campagne pour en retarder le naufrage.

Selon les médias turcs, plus d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement et quarante-cinq ministres étrangers ont assisté aux cérémonies qui se sont achevées par un dîner au

gigantesque palais présidentiel bâti par le chef de l'État sur une colline, à l'écart du centre de la capitale.

Parmi la foule des alliés traditionnels, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a pris place au côté du président d'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, et les Premiers ministres de Hongrie, Viktor Orban – qui renâcle également à ouvrir les portes de l'Otan à la Suède – et du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, furent parmi les premiers à le féliciter pour sa réélection après vingt ans de pouvoir.

L'Arménie et la Turquie n'ont jamais officiellement établi de relations diplomatiques et leur frontière commune est fermée depuis les années 1990, mais un rapprochement a été amorcé depuis le début 2022, en dépit du soutien affiché d'Ankara à Bakou sur la question du Nargorny-Karabakh qui oppose

Erevan à l'Azerbaïdjan.

M. Erdogan, contraint pour la première fois à un deuxième tour, a obtenu 52,18 % des votes contre 47,82 % à son opposant, le social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu, selon les résultats officiels publiés jeudi, au terme d'une campagne amère qui laisse le pays polarisé entre les deux camps.

Le Parlement, élu le 14 mai en même temps que se tenait le premier tour de la présidentielle, a pris pour sa part ses quartiers vendredi à Ankara : le parti AKP du président et ses alliés y détiennent la majorité des 600 sièges.

Après sa prestation de serment au Parlement, le chef de l'État s'est recueilli au mausolée du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk, avant les cérémonies protocolaires et le grand dîner le soir.

R. C.



Commentaire

Plan

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'on est habitué depuis plusieurs décennies à voir les grandes puissances s'ingérer, à tort ou à raison, dans les politiques et conflits d'autres pays, c'est rarement le cas de nations plus modestes, qui se contentent habituellement de jouer leur rôle d'allié ou d'adversaires à l'ONU. Or, aujourd'hui, le ministre de la Défense indonésien, Prabowo Subianto, a proposé un plan pour mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, lors d'une conférence sur la défense et la sécurité à Singapour, une initiative immédiatement critiquée par plusieurs participants. «J'appelle la Russie et l'Ukraine à s'engager à cesser immédiatement toutes hostilités», a-t-il déclaré, soulignant que les économies et l'approvisionnement en nourriture des pays d'Asie étaient durement affectés par ce conflit. Le ministre a proposé un cessez-le-feu «sur les positions actuelles», des zones démilitarisées qui seraient garanties par des observateurs et des forces de maintien de la paix de l'ONU. Il a aussi suggéré à terme un «référendum dans les zones disputées», organisé par les Nations unies, lors de son discours devant la Conférence Shangri-La Dialogue sur la défense et sécurité en Asie-Pacifique. «L'Indonésie est prête à contribuer en envoyant des unités pour une potentielle opération de maintien de la paix de l'ONU», a-t-il ajouté. En avril, la Chine avait présenté son propre plan de paix pour mettre fin à la guerre en Ukraine. L'Indonésie, qui privilégie une diplomatie non alignée, a déjà tenté une médiation de paix entre les deux belligérants. Le président indonésien, Joko Widodo, a effectué un voyage à Kiev et Moscou et rencontré les dirigeants ukrainien et russe l'an dernier, alors que le pays présidait le groupe du G20. La proposition du ministre de la Défense a cependant été critiquée à la conférence, un participant lui reprochant de mettre l'agresseur et l'agressé sur le même plan. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a fait valoir qu'une paix en Ukraine devait être obtenue selon des termes acceptables sans risquer de geler le conflit. «Nous devons apporter la paix en Ukraine» mais cela doit être «une paix juste, pas une paix de reddition», a-t-il déclaré, s'exprimant après le ministre indonésien. L'Indonésie a voté en faveur d'une résolution de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais n'a pas appliqué de sanctions économiques contre Moscou. L'Indonésie, comme de nombreux pays, notamment parmi les pays en développement, a été durement touchée par les conséquences de la guerre entre Kiev et le Kremlin, et la position de l'Occident qui consiste à jeter de l'huile sur le feu n'arrange pas la situation, poussant de «petits» pays à tenter de changer la donne de leur côté. Et si Jakarta semble au fait de l'inanité de sa démarche, le désespoir a visiblement poussé les Indonésiens à tout tenter pour sauver leur pays de la crise économique qui l'impacte.

F. M.

Suisse

L'administration victime collatérale d'une cyberattaque

Plusieurs départements de l'administration suisse ont été atteints par une cyberattaque ayant visé la société informatique Xplain, a indiqué, hier le journal «Le Temps».

«Ce sont plusieurs polices cantonales, l'armée suisse ou encore l'Office fédéral de la police (Fedpol) qui sont indirectement touchés par cette cyberattaque», écrit le journal suisse.

Andreas Lowinger, directeur de Xplain, société suisse spécialisée dans les services informatiques pour la sécurité, a confirmé la cyberattaque et indiqué avoir demandé l'aide du Centre national pour la cybersécurité. «Nous ne pourrions communiquer officiellement sur le

moment précis de l'attaque et l'étendue du vol de données que lorsque les autorités libéreront l'information», a-t-il expliqué.

Il a, par ailleurs, indiqué que la société n'avait «aucun contact» avec les hackers. «Nous ne paierons pas de rançon !», a-t-il assuré.

Selon «Le Temps», les cybercriminels ont déjà publié une partie des données volées sur le darknet.

Fedpol a confirmé que Xplain l'avait informé «de l'attaque par ransomware dont il a été victime». «Selon l'état actuel des connaissances, les projets de Fedpol ne sont pas concernés. Le fournisseur de logiciels Xplain n'a pas accès aux don-

nées productives de Fedpol, mais dispose de données de simulation anonymisées à des fins de test», a affirmé un porte-parole de la police fédérale.

«Nous ne savons pas encore si et dans quelle mesure des données volées à Xplain dans la correspondance avec ses clients seront publiées. Compte tenu de l'enquête en cours, nous ne nous prononçons pas davantage sur la procédure», a-t-il ajouté.

L'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières a pour sa part affirmé au journal que des données de correspondance avec Xplain sont touchées mais que «les données de l'Office lui-même ne sont pas concernées».



CRB

Draoui écope de quatre matchs de suspension

Le milieu de terrain du CR Belouizdad, Zakaria Draoui, a écopé de quatre matchs de suspension, dont deux avec sursis, pour «insulte envers officiel», a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) jeudi soir dans un communiqué. Outre cette sanction, Draoui devra s'acquitter d'une amende de 40 000 dinars. De son côté, l'attaquant du MC El-Bayadh, Ahmed Ahmed, s'est vu infliger deux matchs de suspension ferme pour «jeu brutal». L'entraîneur du CS Constantine Lyamine Bougherara a été suspendu pour un match ferme (interdiction de terrain et de vestiaires), plus une amende de 30 000 dinars pour «contestation de décision». La JS Kabylie a

écopé d'une amende de 200 000 dinars pour «absence d'entraîneur en chef sur la main courante». Par ailleurs, le président de la JS Saoura, Mohamed Zerouati, a été auditionné par la commission de discipline de la LFP pour ses déclarations aux médias, à propos de la domiciliation de la demi-finale de la Coupe d'Algérie perdue à Oran face à l'ASO Chlef (3-1). «Sur saisine de la LFP, la commission de discipline a procédé à l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de Mohamed Zerouati. Après l'audition de l'intéressé et les explications fournies, la commission a décidé de laisser le dossier à l'étude», conclut l'instance dirigeante de la compétition.

Coupe d'Algérie (U17)

La JS Saoura bat le MC Alger (1-0) et remporte le trophée

La JS Saoura a remporté la Coupe d'Algérie des moins de 17 ans (U17) de football en battant le MC Alger 1-0 (mi-temps : 0-0), vendredi en finale disputée au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda (Alger). La JSS succède au palmarès de l'épreuve à l'ES Ouargla vainqueur de la dernière édition contre le Paradou AC (1-0), en finale disputée en avril 2019 au stade des frères Brakni (Blida). Un peu plus tôt dans la journée, la JS Kabylie a remporté la Coupe d'Algérie des U15 en battant le Wifak Médéa aux TAB (5-3, 1-1 temps réglementaire),

mi-temps (0-1). La JSK succède à l'ES Sétif, vainqueur de la dernière édition contre l'ASO Chlef (4-1) aux TAB, en finale disputée en avril 2019 à Blida. L'USM Alger a remporté jeudi la Coupe d'Algérie des U19 en écartant le MC Saïda sur le score de 5-0, mi-temps (1-0). Les «Rouge et Noir» succèdent au palmarès de la compétition à l'ES Sétif qui avait battu le CS Constantine (1-0) lors de la dernière finale de l'épreuve organisée en 2019. La finale de la Coupe d'Algérie de Futsal aura lieu à 20h00 à la Salle Harcha-Hacene.

Handball/ Equipe nationale

Bouhekriou nouveau sélectionneur

Le technicien Salah Bouhekriou est devenu le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de handball, en remplacement de Rabah Gherbi, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAHB) jeudi soir dans un communiqué. Bouhekriou (61 ans) revient à la tête des «Verts» pour la 6^e fois, après le Mondial 1995, CAN 2000,

Mondial 2001, la période 2009-2013 et la CAN 2016. La FAHB a également annoncé la nomination de Rabah Gherbi au poste de manager général de équipes nationales messieurs et dames. Le Sept national reste sur une décevante participation au dernier Mondial 2023, disputé en Suède et en Pologne, en terminant le tournoi à la 31^e et avant-dernière place.

Coupe d'Algérie (dames)

Le MCA domine le NRKG Alger et passe en finale

Les handballeuses du MC Alger ont composé leur billet pour la finale de la Coupe d'Algérie 2022-2023, en s'imposant devant le NRKG Alger (36-23), pour le compte de la première demi-finale disputée vendredi à Alger.

La deuxième demi-finale, prévue hier (16h00) devait mettre aux prises le HBC El-Biar, tenant et sept fois vainqueur de Dame-Coupe, à la vaillante formation du CF Boumerdès.

La finale de l'édition 2021-2022, disputée en décembre 2022 à la salle Harcha, avait enregistré le sacre du HBC El Biar devant le MC Alger (30-15).

Résultats partiels des finales:

Le jeudi 1er juin, finale garçons U19 : USM Alger - MC Saïda 5-0

Le vendredi 2 juin, finale garçons U15 : Wifak Médéa - JS Kabylie 1-1 (3-5 aux TAB)

Le vendredi 2 juin, finale garçons U17 : JS Saoura - MC Alger 1-0

Le président de la République félicite l'équipe

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité, vendredi dans un tweet, l'Etoile sportive de Ben Aknoun (ESBA) pour son accession en Ligue 1 profession-

Ligue 2 (30^e et dernière journée)

L'ES Ben Aknoun accède enfin en L1

■ La formation de l'Etoile sportive de Ben Aknoun a réussi une accession historique en Ligue 1 Mobilis, en s'imposant vendredi soir à Alger devant l'ES Mostaganem (1-0), pour le compte de la 30^e et dernière journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Ouest, au bout d'une saison difficile, où elle est passée par des situations quelque peu complexes.



Les gars de l'ESBA ont fêté cette accession historique

Par Maftoud M.

Au coude à coude avec l'ESM durant toute la saison, les joueurs de l'ESBA ont bien maîtrisé cette ultime confrontation aux allures de finale pour accéder à l'élite du football national et offrir au club, fondé en 1935, une accession fêtée dignement avec leurs supporters à la place du lycée El Mokrani de Ben Aknoun. Un seul but de Larbaoui (56') a suffi au bonheur des fans de Ben Aknoun, dont la plupart n'ont pas pu accéder à l'enceinte d'El Mokrani, vu que la partie se jouait à huis clos. Avec un

bilan de 21 victoires, dont deux contre l'ES Mostaganem, six nuls et trois défaites, l'ES Ben Aknoun a dominé le groupe Centre-Ouest avec 63 buts inscrits et seulement 25 encaissés, signant une accession historique pour ce club qui a enfanté des joueurs de légende à l'image de Amokrane Oualiken, qui faisait partie de la fameuse équipe du FLN. Regroupés à la place du «Lycée», les nombreux supporters de Ben Aknoun, vêtus aux couleurs Rouge et Noir du club, ont donné de la voix dès le coup de sifflet final, créant de belles images de joie et célébrant en communion

cette accession avec les joueurs. Le président du club, Kamel Meberbeche, s'est dit fier du parcours de son équipe, estimant que l'ESBA a mérité cette accession après une saison hors du commun. «Le parcours n'a pas été facile avec des hauts et des bas durant cette longue saison, mais notre équipe a su tirer son épingle du jeu en rivalisant avec de grands clubs, à l'image de Mostaganem. Nous avons une bonne équipe motivée qui a toujours cru en l'accession. Félicitations à tous les joueurs et au staff technique», a-t-il déclaré.

M. M.

Ils ont dit de l'accession :

Abdenour Bousbia (Entraîneur de l'ES Ben Aknoun) : «Nous avons abordé cette rencontre avec beaucoup de détermination et de volonté pour réaliser cette accession en Ligue 1.

Les joueurs ont bien appliqué les consignes d'avant-match et nous sommes parvenus logiquement à inscrire un but en début de deuxième mi-temps. Je suis fier d'avoir participé à cette accession qui est le fruit d'un long processus. J'ai toujours cru en nos chances d'accession depuis le début de saison et les joueurs ont amplement mérité de faire partie de l'élite du football

national. Je dédie cette accession à toutes les personnes qui nous ont aidés durant toute la saison et les supporters de l'ES Ben Aknoun».

Abderrahmane Hachoud (Défenseur - ES Ben Aknoun) : «Depuis mon arrivée à Ben Aknoun j'ai cru en nos chances d'accéder en Ligue 1. Nous avons un groupe solide avec des jeunes joueurs encadrés par un staff technique et des dirigeants ambitieux.

Nous avons dominé notre groupe durant toute la saison et cette victoire vient récompenser le travail effectué durant toute la saison. Un grand merci à tous nos supporters et tous les habitants de Ben Aknoun, qui m'ont toujours considéré comme un des leurs».

Ahmed Amine Larbaoui (Attaquant - ES Ben Aknoun) : «C'est une grande fierté d'appar-

tenir à ce groupe de joueurs, qui a toujours cru à ses chances d'accession depuis le début. J'étais persuadé de réussir à marquer lors de cette ultime confrontation et quand l'occasion s'est présentée sur corner je n'ai pas raté le cadre. Un grand merci à nos supporters qui nous ont soutenus durant toute la saison».

Hadj Bouguèche (Attaquant - ES Ben Aknoun) : «Je suis très content d'avoir participé à cette accession historique de l'ES Ben Aknoun. J'ai rejoint l'équipe en cours de saison et dès mon arrivée j'ai senti cette volonté de parvenir à l'accession, que se soit chez les joueurs ou le staff technique. Nous avons continué à travailler très dur pour atteindre cet objectif et avons réalisé cette performance au bout de la dernière journée. Un grand merci à nos supporters et bravo à l'équipe dirigeante».

Regards

Les prix en France commencent à baisser

Selon de nombreuses sources, l'inflation a nettement ralenti en France en mai pour s'établir à 5,1 % sur un an, après avoir atteint 5,9 % en avril et plus de 6 % en début d'année. La peur du panier vide commence à baisser chez les Français, mais rien n'est gagné selon les médias. Ils tendent de ne pas laisser les Français se faire trop de faux espoirs. Cette crise succédant à celle du Covid-19 reste imprévisible et plane sur les têtes ici à Paris où la vie est encore plus chère. Ce phénomène d'inflation déstabilise le peuple depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, notamment lors du mouvement des gilets jaunes où les Français exprimaient leur colère, une colère vite calmée par l'arrivée d'une épidémie qui les a remis face à eux-mêmes. Décidément, 2023 n'est clairement pas l'année des Français et Macron n'est probablement pas le président qu'ils auraient élu s'il y avait de nouvelles élections aujourd'hui.

Mehdi Mahmoudi

Oran

Démonstration de drift en voiture de sport à Mers El Hadjadj

Une démonstration de drift de sport mécanique automobile a eu lieu vendredi après-midi près de la plage de Mers El-Hadjadj d'Oran, dans un spectacle inédit devant une foule d'amateurs de sensations fortes. Cette manifestation, organisée par le club les Lions d'Oran des sports mécaniques, en collaboration avec l'APC de Mers El Hadjadj, dans le cadre de l'animation et de la sensibilisation des citoyens à l'impératif de respecter le code de la route et les principes de la sécurité routière, a réuni douze drifters des wilayas d'Alger, Blida et Oran. Les drifters ont été créatifs, rapides et courageux sur la trajectoire de course et ont fait de leur mieux pour impressionner le public et le jury par les techniques habituelles du drift dans une atmosphère sécurisée et encadrée. Un show exceptionnel, plein de sensations fortes et de techniques maîtrisées par les dérapages contrôlés, le rugissement du moteur et la fumée des pneus. Des compétiteurs possèdent des véhicules de drift très performants et spécialement conçus, et les pilotent avec plein d'enthousiasme et de confiance. L'art de la dérive est impressionnant chez certains jeunes Oranais, à l'exemple du spécialiste du drift, Amine Mahi, au volant d'une BMW E 46 turbo. «Je serais très fier de représenter un jour mon pays à une manifestation internationale de drift et je tenterais par tous les moyens de réaliser mon rêve et celui de tous les drifters algériens férus de sport automobile», a-t-il indiqué.

Cette démonstration constitue une opportunité pour bien préparer les prochaines échéances, telles que le Championnat national de drift, prévu au mois septembre prochain à Alger, dira le président du club organisateur, Redouane Ourabah. Dans cette spécialité, le seul marquage sur le parcours est un petit pneu qui sert de repère pour les pilotes. Le site, qui fait la moitié d'un terrain de football, est flanqué d'un petit monticule de galets duquel les spectateurs peuvent regarder la compétition. Ce spectacle inédit à Oran renforcerait l'attrait de la manifestation auprès du public. Dans cette discipline de sport automobile, les pilotes doivent maintenir leurs véhicules en dérapage contrôlé sur la piste tout en recherchant la vitesse maximale. Un drift réussi s'explique par l'angle d'attaque très précis du virage choisi par le pilote et le bon calibrage du freinage, les pilotes étant passés maîtres dans la pratique de cette forme d'art mécanique, l'équipe de Sport Mécanique espère bien redonner un second élan au sport automobile à Oran.

Pour le jeune Benfizaz Abdelkader de Sidi Chahmi, le drift n'est qu'un passe-temps. Il aime traîner sur la piste «pour entretenir les voitures, réparer les moteurs et les pneus».

L'événement attire de plus en plus de monde, au-delà de la ville d'Oran. Hamid, 38 ans est venu de Tlemcen avec ses amis à Mers El Hadjadj pour assister à la compétition. **Lyes F.**

Pétrole

Les prix poursuivent leur hausse

LES PRIX du pétrole ont poursuivi leur hausse vendredi, avant une réunion très attendue de l'Opep+ ce week-end, de solides chiffres de l'emploi américain et l'impasse de la dette surmontée. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, a gagné 2,49 % à 76,13 dollars. Son équivalent améri-

cain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juillet, a avancé de 2,33 % à 71,74 dollars.

C'est d'abord l'attente de la réunion des producteurs de l'Opep+ qui a fait grimper les cours, selon les analystes. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Un réseau de cambrioleurs à travers plusieurs wilayas démantelé

■ Des cambrioleurs de maisons viennent d'être arrêtés par les éléments de la Gendarmerie nationale à Tizi Ouzou. Ils opéraient dans plusieurs wilayas, notamment Tizi Ouzou, Bouira et Boumerdès.

Par Hamid M.

Selon les indications fournies hier par la cellule de communication du groupement local de la Gendarmerie nationale, il s'agit d'un réseau de malfaiteurs natifs de la wilaya de Bouira, dont deux de ses membres ont été pris en flagrant délit de cambriolage d'un

domicile sis à Tassaft, dans la commune d'Iboudrarène (45 km au sud-est de Tizi Ouzou) mercredi dernier, suite à une alerte donnée par un habitant. Se rendant sur les lieux, les gendarmes ont arrêté l'un des membres en cause alors qu'il tentait de s'introduire à l'intérieur d'une maison et que son complice l'attendait dans un véhicule stationné près du même domicile.

Un troisième individu a pris la fuite mais a été identifié suite à l'audition de ses complices qui sont passés aux aveux. Présentés devant le tribunal territorialement compétent jeudi dernier, ils ont été placés en détention préventive pour association de malfaiteurs en vue de la commission de vol de nuit par effraction.

H. M.

Tamanrasset

La police déjoue une tentative de contrebande de plus de 11 tonnes de câbles électriques

Les services de la police judiciaire de la sûreté de Tamanrasset ont déjoué la semaine écoulée, en coordination avec le Service central de lutte contre le crime organisé, une tentative de contrebande de plus de 11 tonnes de câbles électriques et plus de 12 tonnes de denrées alimentaires, destinées à la contrebande, par un réseau criminel composé de 20

personnes, dont 11 ressortissants étrangers, a indiqué, vendredi, un communiqué des services de Sûreté nationale.

L'interrogatoire des suspects «a révélé les détails du mode opératoire criminel du réseau, qui collectait et stockait les quantités massives de câbles électriques dans un entrepôt situé à la zone industrielle de Rouiba (Alger), puis les transportait via

une société de transport privée pour les stocker à Tamanrasset. Ensuite il les transférait vers un autre entrepôt à Ain Guezam, pour les transporter finalement aux pays voisins par les frontières sud», ajoute le communiqué. La perquisition des entrepôts et des parcs utilisés par les éléments du réseau criminel, à Alger, Tamanrasset et Ain Guezam, ainsi que le siège de la société de transport, «a permis d'arrêter 20 personnes, dont le cerveau du réseau», selon la même source.

La perquisition a permis également la saisie de 11,184 tonnes de câbles en cuivre et plus de 12 tonnes de semoule, de farine, de produits alimentaires (huile d'olive et complémentaires nutritifs), 3 camions, une somme d'argent de 137 750 000 de centimes, ainsi que la saisie de 137g d'or.

Farah B.

même temps – mesuré par une enquête différente –, le taux de chômage augmente à 3,7 %.

«Cette bonne situation pour la demande a eu une réaction positive sur les cours du baril, qui ont pris un dollar supplémentaire juste après la publication du rapport», a indiqué Robert Yawger de Mizuho US. **L. Y.**